

LES DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

SYNTHÈSE 1^{ER} SEMESTRE 2006

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'études trimestrielles, dans deux domaines majeurs de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiements en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'études trimestrielles. Ces études sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 18 JUILLET 2006

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr
Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

RELATIONS PRESSE : ACTUAL CONSULTANTS
Françoise LINHART
flinhart@actualconsultants.fr
36 ter avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon Fontainebleau
Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02
www.actualconsultants.fr

NANTERRE, LE MARDI 18 JUILLET 2006

1/2

DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES : L'ÉTUDE SEMESTRIELLE D'ALTARES

La baisse des défaillances d'entreprises se poursuit à un rythme soutenu sur le premier semestre 2006 : 23 500 ouvertures de procédures ont été enregistrées, en recul de 11 % par rapport à la même période 2005.

Sur 6 mois, 226 procédures de sauvegarde ont été demandées, par des dirigeants d'entreprises de taille plutôt modeste.

La baisse des défaillances d'entreprises se poursuit en 2006

Amorcée l'été dernier, la baisse des défaillances d'entreprises s'est accélérée en 2006. Sur les 6 premiers mois, 23 500 ouvertures de procédures collectives ont été enregistrées contre un peu plus de 26 600 un an plus tôt. Il s'agit du meilleur début d'année depuis 2002 (22 846), époque marquée par une reprise des défaillances au lendemain des événements de septembre 2001.

L'amélioration significative (- 11 %) traduit la bonne orientation de l'ensemble des régions, exception faite de la Bretagne en recul de moins de 1%, ainsi que de Rhône-Alpes, où l'évolution est quasi nulle.

L'ensemble des activités participe au recul des défaillances. Le Transport présente une des meilleures tendances sectorielles (- 19%), devant l'industrie (- 17%), le commerce et le bâtiment (- 10%).

Dans ce contexte positif, la tendance est pourtant sévère pour les grandes entreprises. Alors qu'un an plus tôt les défaillances augmentaient dans les entreprises de moins de 50 salariés, c'est dans celles de plus de 100 salariés que la tendance se dégrade en ce début 2006 (+ 23%). Ces grandes sociétés sont généralement anciennes, c'est pourquoi l'évolution est très défavorable sur les entreprises de plus de 50 ans (+ 41%).

Les petites entreprises plus sensibles à la procédure de sauvegarde.

Entrée en application le 1^{er} janvier 2006, la procédure de sauvegarde, réservée aux entreprises qui ne sont pas encore en état de cessation des paiements, progresse légèrement.

Sur les six premiers mois de 2006, 226 procédures de sauvegarde ont été ouvertes. Après un démarrage timide en janvier, le rythme s'est accéléré jusqu'en avril, avant de retomber en mai et juin.

Les petites entreprises semblent les plus concernées par cette nouvelle procédure. Les SARL représentent 52% des cas de sauvegarde, et 50% des entreprises salarient de 0 à 5 personnes. Cela se traduit par des tailles de chiffres d'affaires peu élevées ; 50% des sociétés réalisent moins de 500 K€ de CA pour seulement 6% au-delà de 10 000 K€.

La moitié de ces entreprises a plus de 10 ans, pour un âge moyen total de près de 15 ans. →



L'industrie porte à elle seule près du quart (24 %) des procédures de sauvegarde, devant le commerce (21%), puis les services aux entreprises (15 %). Les services aux particuliers représentent 12 % des procédures de sauvegarde (27 cas), essentiellement dans les Cafés-Hôtels-Restaurants (22 cas).

Le tiers des entreprises en sauvegarde est établi en Rhône-Alpes (40) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (35). La région Aquitaine a enregistré 19 sauvegardes, et devance les régions Centre (16), Lorraine (14), Île-de-France (13) et Bretagne (13).

Parmi les entreprises ayant obtenu une sauvegarde en début d'année, quelques-unes n'ont pu mener à bien leur redressement et ont, finalement, été contraintes à déposer le bilan.

Moins de trois mois après l'ouverture de la sauvegarde, 13 des 110 procédures du 1^{er} trimestre ont été converties en redressement judiciaire, voire en liquidation judiciaire.

"La baisse globale des défaillances d'entreprises ce semestre masque une hausse redoutée des dépôts de bilan d'entreprises de grande taille. La dégradation observée dès le début d'année 2006 sur cette typologie d'entreprises s'est poursuivie tout au long du semestre. L'amélioration du climat des affaires n'a pas permis de contrer une concurrence internationale sévère, ainsi que la hausse de la facture énergétique et des matières premières", observe Thierry Millon responsable des études Altares.

"Dans le même temps, la procédure de sauvegarde, qui a démarré timidement à partir du 1^{er} janvier, semblait s'accélérer en mars-avril avant de retomber en mai-juin. Concentrée sur de petites entreprises, la nouvelle procédure s'est développée principalement sur le quart Sud-Est de la France. Elle devrait pourtant pouvoir s'étendre petit à petit à d'autres régions. L'Île-de-France, par exemple (et particulièrement le Tribunal de Commerce de Nanterre), a davantage eu recours à cette nouvelle procédure au 2^{ème} trimestre. Il demeure que l'anticipation des difficultés par le chef d'entreprise sera une clé de succès de cette nouvelle procédure.

Or, les premiers résultats sont encore mitigés : 12% des sauvegardes ouvertes sur le premier trimestre ont été converties en RJ (Redressement Judiciaire) ou LJ (Liquidation Judiciaire) et moins de 2% ont pu présenter un plan de sauvegarde. Certaines entreprises avaient probablement mal évalué l'imminence de leurs difficultés. Nous pouvons noter, par exemple, que selon une analyse extraite de l'observatoire des comportements de paiement Altares, parmi les entreprises ayant obtenu une sauvegarde ce semestre, plus de la moitié présentaient des retards de paiement de plus de 15 jours."

Renseignements : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

ALTARES est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

ALTARES répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), ALTARES diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'ALTARES disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 100 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, ALTARES, Filiale du Groupe FININFO, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 50 Millions d'Euros, l'entreprise compte

près de 300 collaborateurs répartis sur 3 sites principaux : Nanterre, Rambouillet et Villeurbanne.

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

SYNTHÈSE 1^{ER} SEMESTRE 2006

PANORAMA GÉNÉRAL 5

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES 7

- 7 Statistiques France globale - Défaillances d'entreprises 1er semestres comparés 2000 à 2006
Statistiques France par tranches d'effectifs
- 8 Statistiques France par secteurs d'activités
- 9 Statistiques France par âge
Statistiques par région
- 10 Carte d'évolution des défaillances d'entreprises par région (comparaison 1^{er} semestre 2006/1^{er} semestre 2005)
- 11 Les défaillances de plus de 30 M€ de Chiffre d'Affaires

PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

SYNTHÈSE 1^{ER} SEMESTRE 2006

PANORAMA GÉNÉRAL 12

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES 14

- 14 Statistiques France Globale - Ouvertures de sauvegardes 2006
Statistiques France par tranches d'effectifs
- 15 Statistiques France par secteurs d'activités
- 16 Statistiques par âge
Statistiques par région
- 17 Carte des ouvertures de sauvegardes par région
- 18 Les sauvegardes de plus de 10 M€ de Chiffre d'Affaires

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

SYNTHÈSE 1^{ER} SEMESTRE 2006

PANORAMA GÉNÉRAL

La tendance à la baisse des défaillances se poursuit, mais les grandes entreprises semblent plus en difficulté.

Amorcée l'été dernier, la baisse des défaillances d'entreprises s'est accélérée en 2006. Sur les 6 premiers mois, 23500 ouvertures de procédures collectives ont été enregistrées contre un peu plus de 26 600 un an plus tôt. Il s'agit du meilleur début d'année depuis 2002 (22 846), époque marquée par une reprise des défaillances au lendemain des événements de septembre 2001. L'amélioration significative (- 11 %) traduit la bonne orientation de l'ensemble des régions, exception faite de la Bretagne et aussi de Rhône-Alpes, où l'évolution est quasi nulle. Dans ce contexte positif, la tendance est néanmoins sévère pour les grandes entreprises, et par voie de conséquence, pour les plus anciennes.

Les défaillances reculent dans toutes les régions, mais Rhône-Alpes est en difficulté :

L'Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui représentent plus du tiers des défaillances françaises, donnent le ton avec une baisse de plus de 15 %. 9 régions sur 22 affichent une amélioration plus rapide que la moyenne nationale, parmi lesquelles Aquitaine, Basse-Normandie et Champagne-Ardenne aux environs de - 16 %.

En revanche, la Bretagne est en recul de moins de 1 % ; mais cette région avait contenu ses défaillances sur les 6 premiers mois de 2005, après un premier semestre 2004 très bien orienté.

La mauvaise surprise vient de Rhône-Alpes. La région parvient tout juste à maintenir une baisse des défaillances, grâce à la bonne tendance du Rhône (- 9 %) qui représente un gros quart des dépôts de bilan. 6 départements sur 8 sont dans le rouge. Rhône-Alpes se distingue, par ailleurs, par son leadership en matière de procédures de sauvegarde, devant PACA et Aquitaine (cf bilan semestriel sauvegarde en page 12 de l'étude).

L'ensemble des activités participe au recul des défaillances

Sur le premier semestre 2005, seule l'industrie présentait un recul des défaillances (- 1 %). Sur les 6 premiers mois de 2006, le rythme s'accélère fortement (- 17 %). Désormais, toutes les branches industrielles accompagnent ce redressement. Les biens d'équipement, encore en souffrance en 2005 (+ 7 %), s'améliorent de 12 %. Les biens de consommation et biens intermédiaires font encore mieux (- 20 % et - 18 %). Seule l'industrie automobile, mais dans des volumes moindres (34 cas), reste mal orientée (+ 3 %).

Le Transport présente l'une des meilleures tendances sectorielles avec un remarquable - 19 %. Ce secteur avait déjà montré une relative maîtrise de ses défaillances un an plus tôt (+ 1 %).

Le commerce et le bâtiment, qui comptent plus de 5 000 défaillances chacun, affichent une baisse de 10 % contre une hausse de 7 % en 2005. Le commerce de détail s'améliore particulièrement avec un recul de 9 % après un dérapage de plus de 10 % en 2005. Les services sont également bien orientés, avec un recul des défaillances de 9 % dans la branche entreprises et 13 % dans celle des particuliers. C'est dans les Cafés-Hôtels-Restaurants que la tendance est la plus encourageante (- 14 %).

Parmi les autres activités, une seule présente une évolution défavorable voire sévère : la santé. En augmentation de 104 % pour 139 défaillances, le secteur de la santé dérape notamment dans les activités d'ambulance ou auxiliaires médicaux. →

Les grandes entreprises en difficulté

Alors qu'un an plus tôt les défaillances augmentaient dans les entreprises de moins de 50 salariés, c'est dans celles de plus de 100 salariés que la tendance se dégrade en ce début 2006 (+ 23 %). L'augmentation est plus marquée encore dans les sociétés de plus de 200 salariés (+ 75 %). Ces entreprises opèrent dans l'industrie à 60% et plus précisément dans les biens intermédiaires. Du fait de leur taille, ces sociétés sont généralement anciennes, c'est pourquoi l'évolution est également très défavorable sur les entreprises de plus de 50 ans (+ 41 %).

Les défaillances d'entreprises de moins de 2 ans sont également en augmentation (+ 3%), mais ceci de façon plus attendue du fait du niveau resté élevé des créations d'entreprises en 2005 après les fortes hausses constatés en 2003 et 2004. Pour rappel, les créations pures, c'est à dire hors reprises et réactivations, ont crû de plus de 26% entre 2002 et 2005.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Définition de la défaillance : sont retenues comme défaillantes les entreprises ayant fait l'objet de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire directe. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires ou plans de redressement jugés après l'ouverture d'un redressement judiciaire. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

Les défaillances sont comptabilisées à la date du jugement et non à la date de publication de l'information.

Les sources des défaillances collectées par Altares : Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des Greffes des Tribunaux de Commerce ou des chambres commerciales des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance.

Altares est également licencié du BODACC (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

Le BODACC publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de redressement et liquidation judiciaires. Les statistiques de défaillances diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC. ■

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

ALTARES est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

ALTARES répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), ALTARES diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B.

Les clients d'ALTARES disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 100 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, ALTARES, Filiale du Groupe FININFO, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 50 Millions d'Euros, l'entreprise compte

près de 300 collaborateurs répartis sur 3 sites principaux : Nanterre, Rambouillet et Villeurbanne.

ALTARES

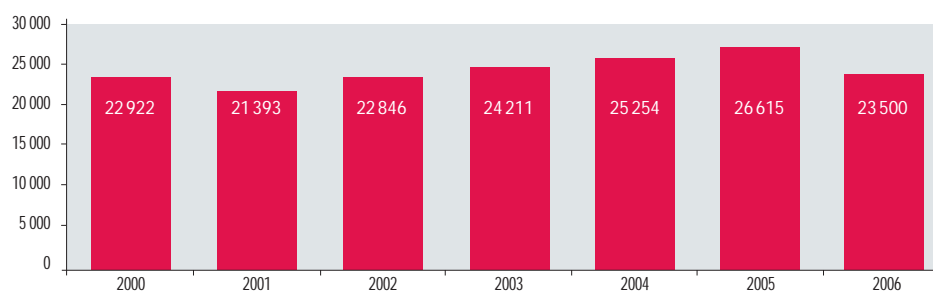
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

STATISTIQUES FRANCE GLOBALE

1 ^{ER} SEMESTRE	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total France	22 922	21 393	22 846	24 211	25 254	26 615	23 500
Évolution semestre N/semestre N-1	-12,8 %	-6,7 %	6,8 %	6,0 %	4,3 %	5,4 %	-11,7 %

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 1^{ERS} semestres comparés 2000 à 2006



STATISTIQUES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} semestre 2005	1 ^{er} semestre 2006	Évolution Semestre
0 salarié	12 656	11 460	-9 %
1 ou 2 salariés	7 031	6 069	-14 %
3 à 5 salariés	3 242	2 820	-13 %
6 à 9 salariés	1 651	1 395	-16 %
10 à 19 salariés	1 255	1 042	-17 %
20 à 49 salariés	592	512	-14 %
50 à 99 salariés	127	127	0 %
100 à 199 salariés	45	47	4 %
200 salariés et plus	16	28	75 %

STATISTIQUES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

ACTIVITÉS	1 ^{ER} Semestre 2005	1 ^{ER} Semestre 2006	Évolution Semestre
AGRICULTURE	852	793	- 7 %
Chasse Pêche Forêt	148	140	- 5 %
Culture	485	465	- 4 %
Élevage	219	188	- 14 %
COMMERCE	6465	5801	- 10 %
Commerce et réparation de véhicule	923	818	- 11 %
Commerce de détail	3453	3148	- 9 %
Commerce de gros	2089	1835	- 12 %
BÂTIMENT	6056	5427	- 10 %
INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	599	546	- 9 %
INDUSTRIE HORS IAA	2375	1968	- 17 %
Industrie Électricité, Gaz, Eau	7	5	- 29 %
Industrie Automobile	33	34	3 %
Industrie des biens de consommation	951	757	- 20 %
Industrie des biens d'équipement	584	513	- 12 %
Industrie des biens intermédiaires	788	649	- 18 %
Industrie minière	12	10	- 17 %
TRANSPORT	1055	851	- 19 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	168	104	- 38 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	3536	3229	- 9 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	3990	3481	- 13 %
Café, Hôtels, Restaurants	2959	2540	- 14 %
Autres Services aux particuliers	1031	941	- 9 %
IMMOBILIER	832	676	- 19 %
AUTRES ACTIVITÉS	687	624	- 9 %
Santé	68	139	104 %
Action sociale	89	53	- 40 %
Activités associatives	137	120	- 12 %
Education	212	201	- 5 %
Activité non connue	181	111	- 39 %

STATISTIQUES FRANCE PAR ÂGE

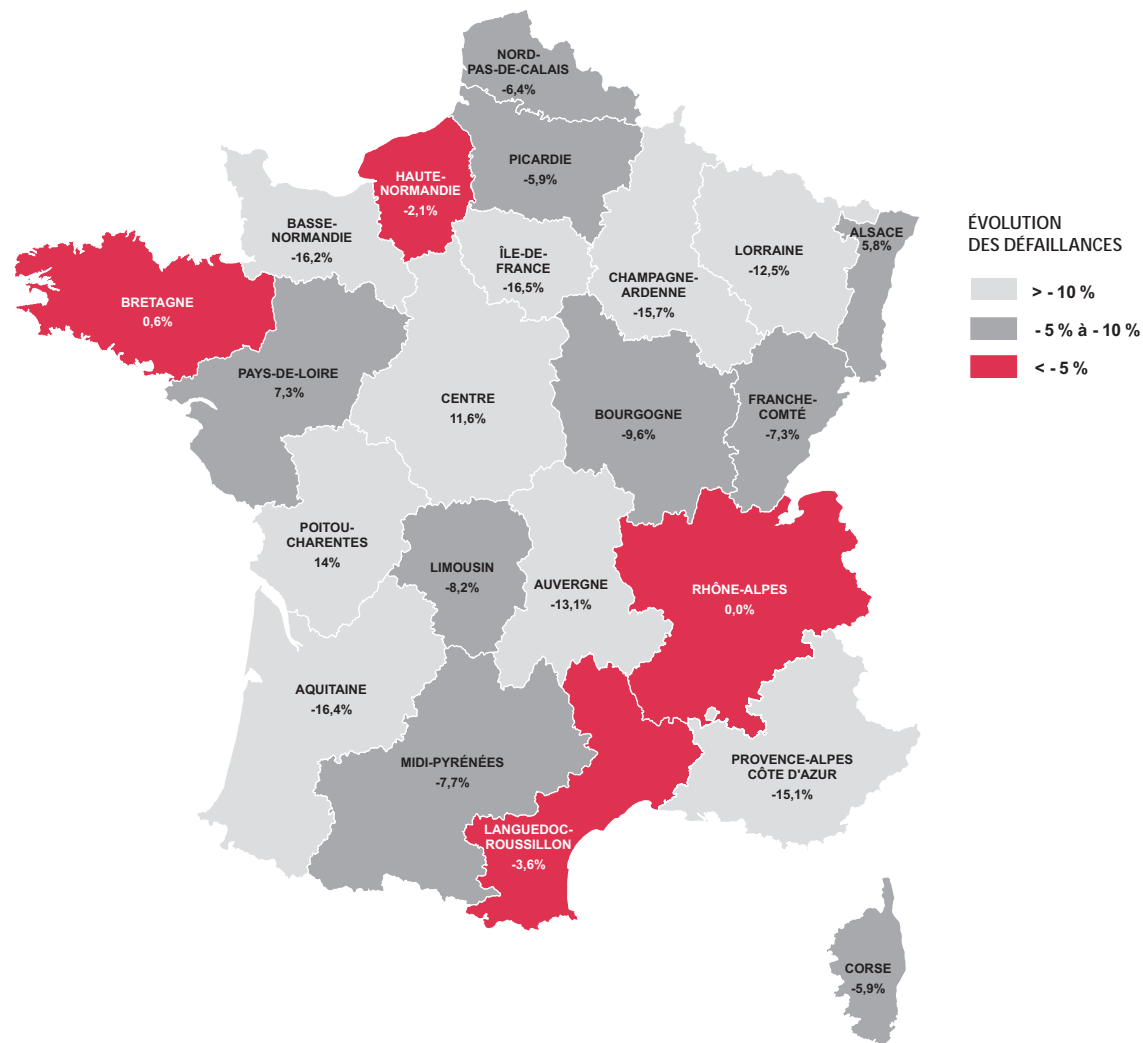
ÂGE	1 ^{ER} Semestre 2005	1 ^{ER} Semestre 2006	Évolution Semestre
moins de 2 ans	5 281	5 443	3 %
3 à 5 ans	8 081	6 924	- 14 %
6 à 10 ans	5 855	5 003	- 15 %
11 à 15 ans	3 011	2 606	- 13 %
16 à 50 ans	4 350	3 472	- 20 %
51 ans et plus	37	52	41 %

STATISTIQUES FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	1 ^{ER} Semestre 2005	1 ^{ER} Semestre 2006	Évolution Semestre
Alsace	722	680	- 5,8 %
Aquitaine	1 394	1 165	- 16,4 %
Auvergne	426	370	- 13,1 %
Basse-Normandie	468	392	- 16,2 %
Bourgogne	594	537	- 9,6 %
Bretagne	897	892	- 0,6 %
Centre	899	795	- 11,6 %
Champagne-Ardenne	362	305	- 15,7 %
Corse	135	127	- 5,9 %
Franche-Comté	422	391	- 7,3 %
Haute-Normandie	481	471	- 2,1 %
Île-de-France	6 469	5 402	- 16,5 %
Languedoc-Roussillon	1 385	1 335	- 3,6 %
Limousin	293	269	- 8,2 %
Lorraine	910	796	- 12,5 %
Midi-Pyrénées	1 119	1 033	- 7,7 %
Nord-Pas-de-Calais	1 367	1 279	- 6,4 %
Pays-de-Loire	986	914	- 7,3 %
Picardie	547	515	- 5,9 %
Poitou-Charentes	622	535	- 14,0 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 962	2 515	- 15,1 %
Rhône-Alpes	2 411	2 410	0,0 %

CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION (COMPARAISON 1^{ER} SEMESTRE 2006 / 1^{ER} SEMESTRE 2005)

SOURCE ALTARES



LES DÉFAILLANCES DE PLUS DE 30 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES

RAISON SOCIALE	DATE DÉFAILLANCE	DPT	RÉGION	ANNÉE DE CRÉATION	ACTIVITÉ	EFFECTIF	C.A. EN K€
LG.PHILIPS DISPLAYS FRANCE	02 - 2006	28	Centre	1996	Fabrication de composants électroniques	1004	169 124
STE COMMERCE MÉTAUX MINÉRAIS RENE AUMAS	05 - 2006	75	Île-de-France	1955	Commerce de gros de minerais et métaux	38	125 652
EMTEC MAGNETICS FRANCE	02 - 2006	92	Île-de-France	2000	Commerce gros composants & autres équipements électroniques	29	78 364
PARISOT SIEGES INTERNATIONAL	06 - 2006	80	Picardie	1984	Fabrication de sièges	626	66 964
SA J CARREL	04 - 2006	38	Rhône-Alpes	1983	Production de viandes de boucherie	313	59 197
DAPTA S.A.S.	02 - 2006	63	Auvergne	1996	Décolletage	480	54 124
SAFET	01 - 2006	92	Île-de-France	1925	Fabrication d'emballages métalliques légers	575	51 605
DOMOFORM	05 - 2006	86	Poitou-Charentes	1996	Fabrication de meubles de cuisine	436	50 755
AMURAL	05 - 2006	94	Île-de-France	1978	Commerce de gros de produits surgelés	180	49 574
MAISON INNOCENTINI	06 - 2006	6	Provence-Alpes Côte d'Azur	1965	Commerce de gros alimentaire	210	49 465
ANNUNZIATA FRANCE	02 - 2006	37	Centre	1990	Fabrication d'articles papier à usage sanitaire/domestique	208	44 570
ETS R. BREA FONDERIE ALUMINIUM ALLIAGES	04 - 2006	3	Auvergne	1969	Fonderie de métaux légers	493	43 530
FABRICAT INDUST DES MENUISIERS ASSOCIES	05 - 2006	69	Rhône-Alpes	1968	Commerce de gros de bois	137	41 385
ATLANCIM INGENIERIE	01 - 2006	44	Pays-de-Loire	1998	Ingénierie, études techniques	76	35 033
TELEPLAN COMMUNICATION SERVICES	03 - 2006	59	Nord-Pas-de-Calais	2001	Réparation de matériels électriques	509	32 981
LES SALAISONS MARITIMES ANDRE LEDUN	01 - 2006	76	Haute-Normandie	1997	Industrie du poisson	315	32 087
ESPACE FRANCE DISTRIBUTION	04 - 2006	14	Basse-Normandie	1995	Commerces de gros de biens de consommation	81	31 742

PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

SYNTHÈSE 1^{ER} SEMESTRE 2006

PANORAMA GÉNÉRAL

Pour son premier semestre d'existence, la procédure de sauvegarde a été majoritairement utilisée par les petites entreprises âgées de plus de 10 ans

Entrée en application le 1^{er} janvier 2006, la Loi de Sauvegarde est destinée à prévenir les difficultés de l'entreprise. Elle introduit notamment une nouvelle procédure judiciaire dite "de sauvegarde". Celle-ci est réservée aux entreprises qui ne sont pas encore en état de cessation des paiements, mais qui rencontrent des difficultés susceptibles de les y conduire. Sur les six premiers mois de 2006, 226 procédures de sauvegarde ont été ouvertes. Après un démarrage timide en janvier, le rythme s'est légèrement accéléré jusqu'en avril, avant de retomber en mai et juin.

La moitié des sauvegardes porte sur des SARL de 0 à 5 salariés âgées de plus de 10 ans.

Les SARL représentent 52 % des cas de sauvegarde (118), contre 34 % pour les autres sociétés à capitaux et 11 % pour les entreprises en nom propre. La proportion de SARL baisse légèrement en fin de période, au profit des Sociétés par Actions Simplifiées (SAS) et des entreprises individuelles.

50 % des entreprises ayant opté pour la procédure de sauvegarde salarient de 0 à 5 personnes, tandis que les 3/4 emploient moins de 20 salariés. Cela se traduit par des tailles de chiffres d'affaires peu élevées ; 50 % des sociétés réalisent moins de 500 K€ de CA, et les 2/3 moins de 1 000 K€. Quelques sociétés sont néanmoins de grande taille : 12 % atteignent plus de 5 000 K€ et 6 % plus de 10 000 K€.

Ces entreprises sont relativement anciennes. La moitié d'entre elles a plus de 10 ans, et leur âge moyen total est de près de 15 ans.

45 % des sauvegardes sont dans le commerce et l'industrie

L'industrie porte à elle seule près du quart (24 %) des procédures de sauvegarde avec 54 ouvertures. Les biens intermédiaires représentent 46 % d'entre elles, devant les biens de consommation (30 %) et les biens d'équipement (20 %).

Le commerce est le deuxième secteur avec 21 % et 48 sauvegardes. Près de la moitié d'entre elles sont concentrées dans la vente de détail (22 cas). Cette activité s'inscrit sur une tendance forte, avec 15 cas au cours du deuxième trimestre contre seulement 7 sur le premier trimestre.

Avec 35 ouvertures sur le semestre (15 %), **les services aux entreprises** arrivent en troisième position. Comme dans le commerce de détail, les activités de services ont connu une augmentation sensible des ouvertures de sauvegarde sur le deuxième trimestre (21 cas contre 14).

Sur le semestre, **les services aux particuliers** représentent 12 % des procédures de sauvegarde (27 cas), essentiellement dans les Cafés-Hôtels-Restaurants (22 cas). Ces procédures sont concentrées sur les trois premiers mois (19 cas contre 8 sur le 2^{ème} trimestre).

→

Le tiers des sauvegardes en Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Rhône-Alpes et PACA sont les deux régions les plus sensibles à la sauvegarde. 40 rhônalpines et 35 provençales ont demandé l'ouverture d'une procédure. La tendance ne s'essouffle pas en Rhône-Alpes, où le seul mois de mai comptabilise 10 sauvegardes. Le Tribunal de Lyon (Rhône) arrive naturellement en tête devant Chambéry (Savoie) et Vienne (Isère). En PACA, le trio de tête est constitué de Tarascon (Bouches-du-Rhône), Marseille (Bouches-du-Rhône) et Nice (Alpes-Maritimes). La Région Aquitaine a enregistré 19 sauvegardes et devance les Régions Centre (16), Lorraine (14), Île-de-France (13) et Bretagne (13).

12% des sauvegardes du 1^{er} trimestre converties en Redressement ou Liquidation Judiciaire (RJ ou LJ).

La procédure de sauvegarde se caractérise par son objectif de prévention et ne permet donc pas aux entreprises en cessation de paiement d'en demander l'ouverture. Parmi celles ayant obtenu une sauvegarde en début d'année, quelques unes n'ont pu mener à bien leur redressement et ont finalement été contraintes à déposer le bilan.

Il en a été ainsi pour 13 des 110 entreprises en sauvegarde du 1^{er} trimestre soit 12%. Moins de trois mois après la mise en application de la Loi, 7 ont été converties en redressement judiciaire, et 6 ont été directement placées en liquidation judiciaire. S'il est encore tôt pour apprécier la pérennité des sauvegardes du deuxième trimestre, il apparaît déjà que 6 d'entre elles ont été placées en redressement judiciaire.

On peut penser que certaines entreprises avaient probablement mal interprété le cadre de cette procédure nouvelle, ou mal évalué l'imminence de leurs difficultés. Notons par exemple que parmi les entreprises ayant obtenu une sauvegarde ce semestre, plus de la moitié présentaient des retards de paiement de plus de 15 jours, selon une analyse extraite de l'observatoire des comportements de paiement Altares.

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

ALTARES est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

ALTARES répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1^{er} réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), ALTARES diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B.

Les clients d'ALTARES disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 100 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, ALTARES, Filiale du Groupe FININFO, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 50 Millions d'Euros, l'entreprise compte

près de 300 collaborateurs répartis sur 3 sites principaux : Nanterre, Rambouillet et Villeurbanne.

ALTARES

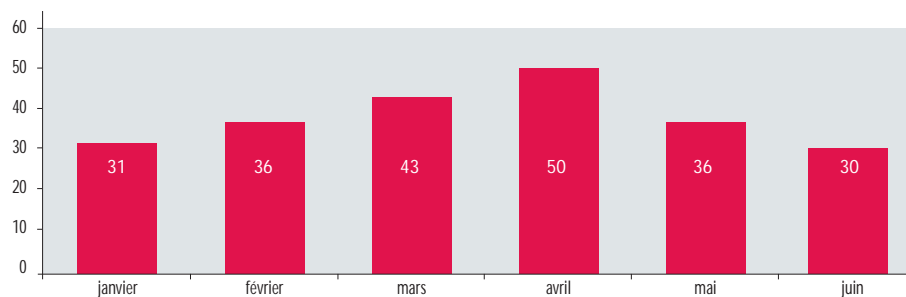
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

STATISTIQUES FRANCE GLOBALE

Année 2006	janvier	février	mars	avril	mai	juin	Semestre
Total France	31	36	43	50	36	30	226

OUVERTURES DE SAUVEGARDES 2006



STATISTIQUES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} Trimestre 2006	2 ^{ème} Trimestre 2006	Total Semestre
0 salarié	24	25	49
1 ou 2 salariés	12	18	30
3 à 5 salariés	15	17	32
6 à 9 salariés	13	17	30
10 à 19 salariés	19	12	31
20 à 49 salariés	13	13	26
50 à 99 salariés	8	7	15
100 à 199 salariés	4	1	5
200 salariés et plus	2	6	8

STATISTIQUES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

ACTIVITÉS	1 ^{ER} Trimestre 2006	2 ^{EME} Trimestre 2006	Total Semestre
AGRICULTURE	4	4	8
Chasse Pêche Forêt	1	0	1
Culture	1	4	5
Élevage	2	0	2
COMMERCE	21	27	48
Commerce et réparation de véhicule	6	5	11
Commerce de détail	7	15	22
Commerce de gros	8	7	15
BÂTIMENT	9	8	17
INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	6	4	10
INDUSTRIE HORS IAA	25	29	54
Industrie Automobile	1	1	2
Industrie des biens de consommation	7	9	16
Industrie des biens d'équipement	4	7	11
Industries des biens intermédiaires	13	12	25
TRANSPORT	6	4	10
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	0	2	2
SERVICES AUX ENTREPRISES	14	21	35
SERVICES AUX PARTICULIERS	19	8	27
Café, Hôtels, Restaurants	16	6	22
Autres Services aux particuliers	3	2	5
IMMOBILIER	1	3	4
AUTRES ACTIVITÉS	5	6	11
Santé	1	3	4
Action sociale	2	0	2
Activités associatives	1	2	3
Éducation	1	1	2

STATISTIQUES FRANCE PAR ÂGE

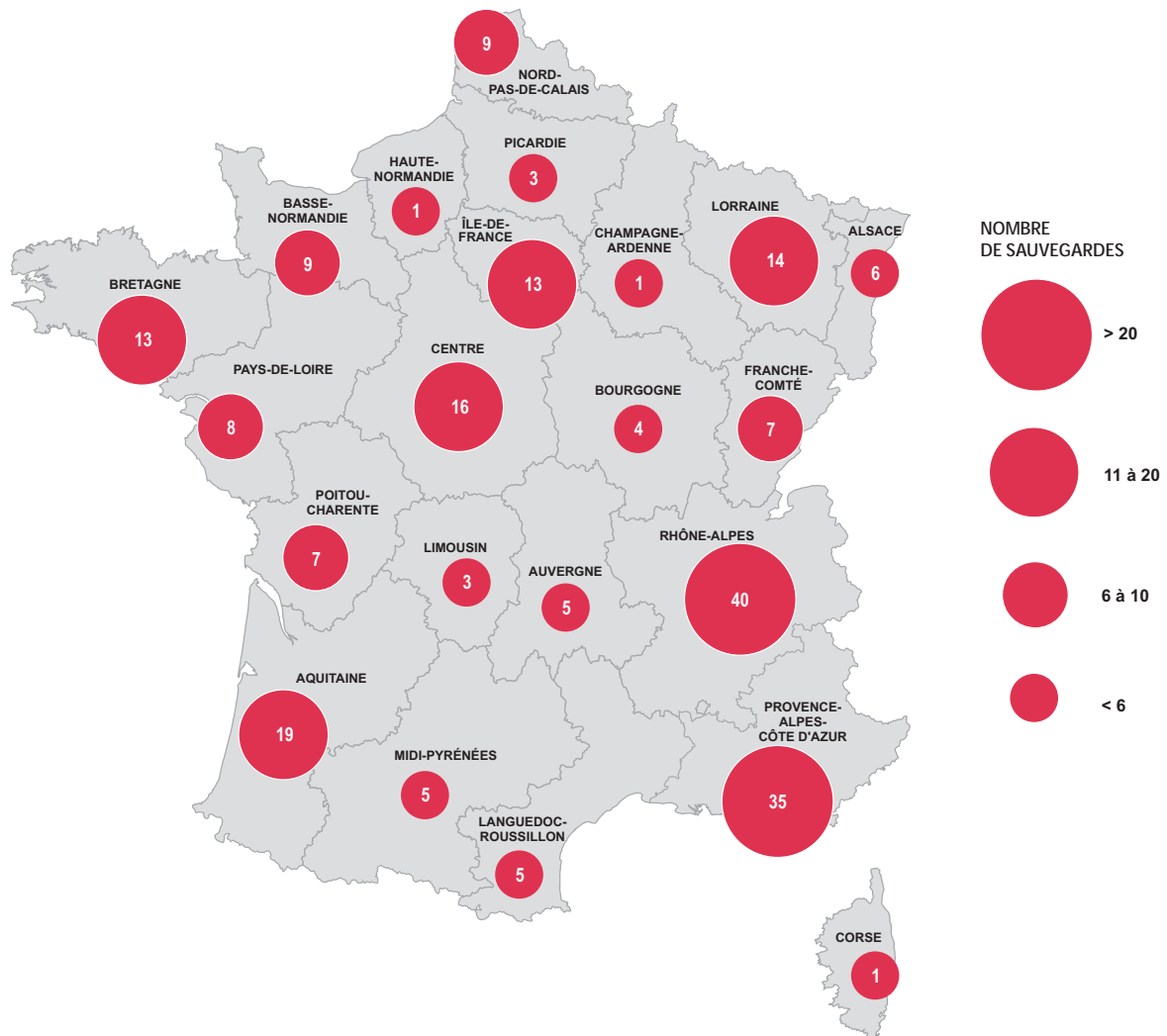
ÂGE	1 ^{er} Trimestre 2006	2 ^{ème} Trimestre 2006	Total Semestre
moins de 2 ans	9	9	18
3 à 5 ans	19	28	47
6 à 10 ans	29	22	51
11 à 15 ans	15	15	30
16 à 50 ans	37	41	78
51 ans et plus	1	1	2

STATISTIQUES FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	1 ^{er} Trimestre 2006	2 ^{ème} Trimestre 2006	Total Semestre
Alsace	5	1	6
Aquitaine	10	9	19
Auvergne	2	3	5
Basse-Normandie	3	6	9
Bourgogne	2	2	4
Bretagne	8	5	13
Centre	5	11	16
Champagne-Ardenne	0	1	1
Corse	0	1	1
Franche-Comté	2	5	7
Haute-Normandie	0	1	1
Île-de-France	5	8	13
Languedoc-Roussillon	1	4	5
Limousin	2	1	3
Lorraine	13	1	14
Midi-Pyrénées	4	1	5
Nord-Pas-de-Calais	4	5	9
Pays-de-Loire	4	4	8
Picardie	1	2	3
Poitou-Charentes	3	4	7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20	15	35
Rhône-Alpes	16	24	40

CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION TOTAL 1^{ER} SEMESTRE 2006

SOURCE ALTARES



LES SAUVEGARDES DE PLUS DE 10 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES

NOM	DATE SAUVEGARDE	DPT	RÉGION	ANNÉE DE CRÉATION	ACTIVITÉ	EFFECTIF	CHIFFRE AFFAIRES EN K€
PHOTO SERVICE SA	01 - 2006	95	Île-de-France	1989	Laboratoires développement photo	2072	146 978
FABRIS	05 - 2006	86	Poitou-Charentes	1958	Fabrication d'équipements automobiles	509	102 868
LAJOUS INDUSTRIES SAS	05 - 2006	60	Picardie	1957	Mécanique générale	554	92 079
FLORENCE ET PEILLON	05 - 2006	69	Rhône-Alpes	1977	Fonderie de métaux légers	408	62 833
SETFORGE L'HORME	05 - 2006	42	Rhône-Alpes	1986	Forge, estampage, matricage	233	37 979
ESPACE FRANCE DISTRIBUTION	04 - 2006	14	Basse-Normandie	1995	Commerces de gros de biens de consommation	81	31 742
PAPETERIES DU PONT DE CLAIX	01 - 2006	38	Rhône-Alpes	1983	Fabrication de papier et de carton	109	27 292
DIRECT DELTA	04 - 2006	14	Basse-Normandie	1992	Commerce de détail non alimentaire	61	26 551
RULQUIN DISTRIBUTION	02 - 2006	54	Lorraine	1971	Fabrication de produits pour la toilette	104	22 027
TRANSPORTS CORRE	04 - 2006	22	Bretagne	1998	Transports routiers de marchandises	220	18 248
SARL GONCALVES	03 - 2006	64	Aquitaine	2003	Entretien et réparation de véhicules automobiles	7	16 885
BAUMERT INDUSTRIE	02 - 2006	67	Alsace	1989	Menuiserie métallique	117	15 224
SOTAP CAROL	02 - 2006	09	Midi-Pyrénées	1958	Ennoblement textile	169	14 810
INTERNATIONAL TEXTILES ASS.	02 - 2006	42	Rhône-Alpes	1987	Ennoblement textile	65	13 482
FONTANILLE	01 - 2006	43	Auvergne	1992	Industries textiles	158	12 218
CORTEX LASER	01 - 2006	93	Île-de-France	1998	Traitement de données	105	10 559*
CIDEB	05 - 2006	77	Île-de-France	1989	Mécanique générale	74	10 453
OXADES	03 - 2006	07	Rhône-Alpes	2001	Transformation et conservation de fruits	58	10 035

*Dernier exercice publié 2001